



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE | FÉDÉRATION GÉNEVOISE DES MÉTIERS DU BÂTIMENT (FMB)

## Le consensus à l'épreuve des chantiers

L'impressionnant chantier de Pont-Rouge, en face de la Fédération genevoise des métiers du bâtiment, symbolise la dynamique du canton de Genève. Toile de fond idéale à l'assemblée générale des entrepreneurs, le 28 juin dernier.

TEXTE: ANNIE ADMANE  
PHOTOGRAPHIES: LDD

Cette année, un petit vent de nouveauté a soufflé sur l'assemblée générale de la Fédération genevoise des métiers du bâtiment (FMB). L'événement s'est déroulé effectivement peu après les élections cantonales, à la suite desquelles l'écologiste Antonio Hodgers a pris la tête du Département du territoire (DT) et le PDC Serge Dal Busco celle du Département des infrastructures (DI). Pour Serge Hiltbold, président de la FMB, ce changement représente l'opportunité de renouer un dialogue dans un contexte où les entrepreneurs ont trop souvent subi des décisions unilatérales non favorables à leurs activités.

### Un président réaliste

Ainsi donc, le président a fait appel à une meilleure écoute du monde politique, représenté ce jour-là par le conseiller d'Etat Antonio Hodgers. Il a multiplié les cas de figure péjorants, tout en relevant, comme un paradoxe, le dynamisme remarquable du canton et sa prospérité: des marchés publics privilégiant les prix bas, cause de dumping, plutôt que les entreprises garantes de prestations équilibrées entre prix et qualité, qui endossent de surcroît la formation de la relève que le canton semble négliger.

À titre d'exemple, une entreprise chinoise mandatée par les CFF ou encore une entreprise portugaise à l'Aéroport de Cointrin. Et d'en rappeler les consé-

### association

quences: un travail au noir endémique, une perte de maîtrise de la sous-traitance.

### Des solutions à portée de main

Un contexte difficile pour les métiers du bâtiment, qui doivent par ailleurs relever des défis de taille: tout d'abord, au niveau fiscal, une réforme cantonale conditionnée par la loi fédérale relative à la réforme fiscale et au financement de l'AVS (RFFA) en projet, anciennement PF17 et RIE 3. «Mieux vaut moins d'impôts que pas d'impôts du tout» s'est exclamé le président – ce qui se dessine (voir encadré).

Pour ce qui a trait à la mobilité, Genève asphyxiée par trop de véhicules vivra mieux avec une traversée du lac, pourtant compromise par des tergiversations quant à son financement, alors que la participation de fonds privés, rejetée, aurait été une alternative à considérer. Autre volet, le recrutement de main-d'œuvre mis à mal par les actions syndicales refusant le travail intérimaire et par la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse». Et puis, une requête maintes fois formulée, les constructeurs attendent des pouvoirs publics une planification des grands ouvrages mieux étalée dans le temps – une véritable politique anticyclique –, afin d'avoir une visibilité à moyen et long termes et de garantir du travail sur la durée aux entreprises locales. Enfin, dans le domaine du logement, Serge Hiltbold a déploré une situation politique «qui s'est singulièrement tendue».

### Le développement maîtrisé

Antonio Hodgers a saisi la balle au bond: «La prospérité, il est vrai, doit être partagée, et peut-être vos entreprises n'en ont-elles pas toujours profité. Mais le préalable au dialogue est qu'il n'y a pas de retour en arrière. Le chemin est celui du développement maîtrisé, qui accompagne le changement.» Le conseiller d'Etat a annoncé, en premier, que l'enjeu majeur de la prochaine législature serait le développement des infrastructures et du territoire: «Là, la logique de prospérité à travers le développement est celle des agglomérations suisses.» On ne sau-



Le chantier de Pont-Rouge, un futur grand pôle urbain. Six cents logements viendront se greffer sur cet imposant centre d'affaires.

rait contredire Antonio Hodgers, fort de son succès avec la nouvelle mouture du PAV (projet urbain Praille-Acacias-Vernet) très largement approuvée en votation par les Genevois.

### L'Etat s'ouvre à la discussion

Le Conseil d'Etat mènera une politique d'investissement conséquente. «Nous avons aujourd'hui 5518 logements en construction; c'est énorme. Au cours de chacune des trois dernières années, on a réalisé plus de 2000 logements. L'enjeu reste cependant d'éviter un phénomène conjoncturel [...]. Il y a un lien à recréer entre l'organisation de l'Etat et vos entreprises pour éviter de favoriser celle qui travaillent de manière exclusive avec des auxiliaires, et afin de contribuer au lissage de l'activité sur le long terme. Nous devons reprendre les discussions.» A l'heure actuelle, 4500 logements sont bloqués au parlement par des projets de loi modifiant les limites de zone: «Ce sont ceux qui manqueront dans cinq à dix ans. Nous devons avoir une vision prospective ensemble», la numérisation efficace des procédures, notamment pour les demandes d'autorisation par procédure accélérée (APA), en étant

l'une des conditions. «Aujourd'hui, nous tournons une autre page. La population nous soutient dans le développement, mais elle nous attend au tournant, sur ces conditions et notre capacité au partenariat», a conclu le conseiller d'Etat. ■

### PROJET FISCAL 17

#### Bien vu par Genève

«Le Conseil fédéral a entendu les revendications des cantons», estimait, le 1<sup>er</sup> février dernier, le Département des finances (DF) du canton de Genève dans son communiqué à la presse.

De fait, la délégation du Conseil d'Etat sur PF17 souscrit au relèvement à 21,2% de la contribution fédérale en faveur des cantons, ce qui contribuerait, entre autres, à un taux d'imposition ordinaire attractif pour les entreprises. Cela faciliterait aussi la mise en œuvre de mesures d'accompagnement en faveur de la population genevoise, à l'instar de ce que le canton de Vaud a déjà mis en place par anticipation de la réforme fédérale (valorisation des allocations familiales, par exemple).

La Commission fiscale du Grand Conseil s'est prononcée pour un taux de 13,49%. Ses travaux devraient permettre une entrée en vigueur de la réforme au 1<sup>er</sup> janvier 2020. ■